

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en juillet 2011. Nous l'avons également féminisé.

Il s'agit d'un extrait d'un article intitulé « Italie, Grande-Bretagne : sur le terrain social », tiré de la revue française « Camarades » N°2-3 (avril-mai 1975), revue proche des thèses de l'autonomie ouvrière italienne. Le titre est celui de la partie concernant la situation italienne dans l'article d'origine.

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés et traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

ITALIE : AUTORÉDUCTION ET APPROPRIATION

Le phénomène de l'autoréduction qui touche déjà presque toutes les grandes concentrations ouvrières vient de loin. Ce qui semble aujourd'hui une expérience impulsée par les syndicats, a en fait une histoire: l'histoire globale des luttes ouvrières des années 60 à maintenant. C'est sur la continuité de ces luttes que se sont construites des expériences originales qui s'appellent dans le vocabulaire de la gauche extra-parlementaire italienne: appropriation, autoréduction etc...

Il existe donc un fil rouge qui mène, sans solution de continuité, de l'émergence des luttes autonomes de l'ouvrier-masse italien des chaînes de montage, à l'occupation militaire de Mirafiori, aux occupations de maisons de San Basilio: toujours les mêmes sujets, toujours la même volonté irréductible de pouvoir de la classe ouvrière italienne.

L'expérience de l'autoréduction s'inscrit contre la tentative capitaliste de briser au niveau du territoire, les points forts de l'autonomie ouvrière en usine. Crise et récession ont amené ces expériences de lutte, une façon nouvelle de la part des ouvriers, d'affronter l'initiative des patrons. L'épidémie de luttes sociales est partie de Turin Sud-ouest (Fiat) et a gagné rapidement toute la métropole industrielle, puis la Lombardie pour atteindre la Vénétie, capitale de la pétrochimie. Le 19 août 1974 à la rentrée des vacances, les ouvriers de la Fiat Rivalta reçoivent l'annonce d'une augmentation de 25 à 30% du tarif des transports (votée par le PCI dans l'allégresse de la marche vers le compromis historique).

Quelques jours plus tard, les ouvriers qui doivent prendre le car le matin et le soir, forcent trois des compagnies privées, les plus importantes, à appliquer les anciens tarifs. Des délégués sont élus; ils serviront entre autre à distribuer aux travailleurs des cartes de transports, contresignées par la FLM, syndicat des métaux. La caution du syndicat légalise et transforme en action ponctuelle ce qui était parti pour être une revendication générale: la victoire sera de courte durée pour le syndicat; quelques jours plus tard, les cars de la Fiat sont arrêtés par les ouvriers qui ne veulent plus rien payer du tout! Autant dire que le syndicat ne donne pas son aval. Il essaiera plutôt de lier cette lutte à une protestation traditionnelle pour l'amélioration du service. Mais la revendication des ouvriers: transports gratuits, démontre une fois de plus que non seulement les avant-gardes de masse, mais encore la majorité des ouvriers, désobéissant de plus en plus aux indications des bureaucrates, ne sont pas prêtes à lutter pour le nouveau mode de développement fumeux prôné par le PCI pour sortir de la crise. Le transport gratuit ne constitue qu'un modeste remboursement que les ouvriers s'offrent sur le grignotage des salaires et l'augmentation uniforme des prix; une petite revanche sur les manoeuvres d'intimidation de la Confindustria, notre CNPF*, et sur les promesses anesthésiantes des syndicats. La bourgeoisie ne s'y trompe pas: elle commence à se préoccuper de la situation et envoie un haut fonctionnaire des transports discuter avec les instances des ouvriers en lutte.

En même temps commencent à Rome les occupations de maisons et à Turin les luttes pour l'autoréduction des quittances d'électricité: le spectre noir de la désobéissance civile commence à hanter les nuits de la bourgeoisie italienne.

Le gouvernement italien avait pris durant les vacances une série de mesures anti-inflationnistes visant à faire baisser le revenu ouvrier. La première réaction, nous l'avons vu, fut celle des ouvriers de la Fiat face à la hausse des tarifs des transports. Mais, en fait, la hausse la plus sévère pour les revenus ouvriers était celle des tarifs d'électricité, décidée elle aussi pendant les vacances. La victoire des ouvriers de la Fiat face aux augmentations des transports favorisa la mise en avant du mot d'ordre d'autoréduction des quittances. Ainsi se trouva posé de la même façon le problème de l'organisation des ouvriers pour parvenir à vaincre l'ENEL, notre EDF, et à travers elle l'État et sa politique des revenus. Les comités prolétariens pour l'autoréduction, organes de l'autonomie prolétaire, impulsèrent à Turin le premier mouvement: forçant le syndicat à les soutenir ils réunirent les quittances soit par quartiers, soit directement dans les usines. Ces comités étaient composés de délégués, de non-délégués, de membres des comités d'entreprise, mais ils en étaient indépendants. Ils commencèrent à parler d'autoréduction sur la base d'un refus de toute augmentation. Ils n'insistèrent pas beaucoup sur le type d'autoréduction : qu'ils voulaient (tantôt 50% tantôt 8 lire le KWH, la première formule étant le plus souvent reprise); car au départ il leur semblait plus important d'avoir une initiative de masse, spécifique et précise, au niveau de l'usine ou du quartier quand ils parlaient d'autoréduction. Les comités rassemblaient les quittances d'électricité, les expédiaient à l'ENEL, dûment tamponnées par le comité (parfois par le syndicat, avec l'accord du PCI, bien que cela ait été assez rare), avec la mention « autoréduit de 50% avec l'accord du comité pour l'autoréduction de l'usine ou du quartier ».

Les montants réduits sont à acquitter par mandat postal, et comme ceux-ci ne sont pas gratuits, dans de nombreux comités les militants se sont donnés les moyens de s'en procurer en abondance: 150 000 quittances autoréduites à Turin, 50 000 à Naples, 20 000 à Venise, à Milan, des milliers à Rome et dans la quasi totalité des villes italiennes. Le gouvernement, préoccupé au moins autant par le caractère illégal de ces actions et leur tendance fâcheuse à se généraliser, que par cette offensive considérable contre sa politique, préféra négocier et parvenir à un accord avec les syndicats, tous disposés à arrêter un mouvement dont ils n'eurent que rarement le contrôle. De nouveaux tarifs d'électricité furent décidés qui annulaient en grande partie les augmentations prévues.

Les réactions après cette victoire ? Elles sont mitigées. Pour les syndicats et le parti communiste, cette victoire met un point final au mouvement pour l'autoréduction. Le PCI est même allé jusqu'à soutenir que cette victoire n'allait pas dans le sens des intérêts de la classe ouvrière, puisqu'elles portaient un coup à l'ENEL et que l'État devrait chercher ailleurs les moyens de rembourser la dette ainsi contractée. L'impression générale qui prévalait dans l'extrême-gauche est celle d'une victoire, encore que LOTTA CONTINUA ait trouvé cet accord bidon (car il entérine une augmentation de 30% dans la mesure où les augmentations de l'été dernier atteignaient 50%) et ait appelé à la poursuite du mouvement, ce que les comités pour l'autoréduction n'avaient pas attendu. D'autres luttes s'annoncent. Certaines eurent déjà lieu à Rome pour empêcher l'ENEL de couper le courant dans les quartiers où un grand nombre de travailleurs/euses n'ont pas payé les quittances normales. De toute façon il ne semble pas que le mouvement sur les quittances doive s'arrêter là. En particulier les comités ont décidé de s'occuper des quittances de téléphone...

Luttes pour l'autoréduction, nous venons de le voir, mais aussi luttes pour l'appropriation : voilà un autre aspect, lié au précédent, de l'affrontement avec l'État. Nous nous contenterons de deux exemples sur ce point, riches eux aussi en leçons.

Nous ne nous étendrons pas trop sur le premier: celui de la lutte contre la hausse des tarifs alimentaires, essentiellement par l'appropriation dans les supermarchés. Dans un certain nombre de villes, essentiellement à Turin, les prolétaires ont investi en masse les supermarchés et se sont copieusement servis. Au moment de passer à la caisse, ils/elles ont payé une partie de la note (rarement plus de la moitié) mettant le reste sur le compte du syndicat. Celui-ci dû approuver, quoique le PCI n'ait approuvé la chose que dans la mesure où les ouvrierEs n'achetaient que des denrées de première nécessité ; autant préciser tout de suite que les ouvrierEs en question s'étaient servi aussi bien en patates qu'en ...whisky. On voit quel niveau la lutte a pu atteindre en Italie à voir le syndicat avaler des choses aussi invraisemblables !

Le deuxième exemple est celui de la révolte de classe de San Basilio. San Basilio est l'un des grands quartiers populaires de Rome, habitué aux invasions militaires de la police. Un quartier qui a écrit son histoire récente

à travers le comportement de classe et la riposte coup pour coup que les prolétaires eux/elles-mêmes ont su opposer à l'arrogance du pouvoir et à la supériorité de ses moyens d'attaque. En voici les étapes les plus significatives. En 70, occupation d'un centre social transformé en dispensaire public et expulsion par la force du candidat de la DC pendant la campagne électorale. En 72, riposte de masse très dure contre une "expédition punitive" organisée par la police, sous prétexte d'arrêter deux fantomatiques voleurs. En 73, l'appui donné à la grande révolte des détenus de la prison près de Rebibbia. Enfin en 74, la défense de la lutte des 147 familles prolétaires qui, un an auparavant avaient occupé un immeuble neuf de l'IACP (équivalent de l'office des HLM). Le soir du 5 septembre la police avait fait irruption dans le quartier. Grand déploiement de forces pour prendre par surprise les familles. Le jour suivant, vendredi, les occupantEs avaient pris leurs précautions et avaient bloqué, tôt le matin, l'accès aux immeubles occupés. Après de durs affrontements la police est obligée d'interrompre les expulsions; elle n'était parvenue à faire évacuer que quelques appartements. Le lendemain, même scénario. Mais la police se trouve confrontée à un problème imprévu: de tous les quartiers prolétaires de Rome, une énorme mobilisation d'ouvrierEs, de militantEs fait irruption à San Basilio pour soutenir la lutte des occupantEs. Si d'un point de vue numérique, le dispositif de défense des prolétaires est un peu inférieur à celui de la police, du point de vue de la détermination, il lui est nettement supérieur. Les délégations des occupantEs qui étaient parties sans trop d'espoir voient s'ouvrir tout à coup toutes les portes, et du même coup toute la tactique de la police est battue en brèche pour le reste de la journée. Le samedi, la délégation obtient un arrêt des expulsions jusqu'au lundi 9. LOTTA CONTINUA organise aussitôt un cortège de victoire qui parcourt les rues de la ville. Le lendemain matin, de bonne heure, la police fait irruption devant l'immeuble occupé et en violation de la trêve pénètre dans les appartements, lançant tout par les fenêtres, frappant les habitantEs, leur tirant dessus des grenades lacrymogènes. Malgré l'effet de surprise, les occupantEs se réorganisent et commencent à répondre à cette provocation. PrévenuEs par téléphone, les prolétaires des autres quartiers affluent. Les affrontements durent jusqu'à l'après-midi. À la fin de ceux-ci, le Comité de Lutte pour la Maison de San Basilio appelle à un meeting en fin d'après-midi sur une place du quartier. La police le charge violemment, après avoir tiré des centaines de grenades lacrymogènes. D'un des pelotons de policiers partent des coups de feu : un jeune militant de 19 ans du comité prolétaire de Tivoli, organisme de l'autonomie ouvrière organisée, est blessé à mort. Une heure plus tard, on apprend sa mort dans l'ambulance qui l'emmenait à l'hôpital. Toutes les lumières du quartier sont éteintes, sauf celles où se trouve la police revenue poursuivre les expulsions. De nouveau, les policiers sortent leurs armes, mais cette fois, ils ont la douloureuse surprise de sentir le plomb venir de l'autre côté: huit policiers sont blessés par balles, quatre, dont un capitaine, grièvement. La police se retire. Ainsi finit l'occupation militaire du quartier qui aura duré quatre jours, Le lendemain commencent les négociations pour reloger les 147 familles, ainsi que 70 autres familles occupant ailleurs des maisons, à Tivoli notamment.

L'attaque massive d'un quartier ouvrier de Rome n'est pas une chose inhabituelle dans l'affrontement de classe sur le territoire urbain. L'espace ouvrier a toujours paru à l'ennemi de classe être un terrain hostile, sur lequel il était difficile ou hasardeux d'exercer des opérations répressives. La haine de classe profonde que la bourgeoisie nourrit à l'égard des ouvrierEs qui s'organisent sur leur propre terrain finit toujours par prendre la forme de grosses provocations et d'expéditions punitives. La riposte ouvrière est toujours massive et violente, car elle reconnaît bien dans ces occupations militaires une attaque directe contre l'espace politique que la lutte a conquis. La presse réformiste a toujours diffusé une information alarmiste et calomniatrice des luttes sur le territoire: les présentant comme des luttes de sous-prolétaires, victimes des mécanismes de la gestion démocrate-chrétienne du pouvoir, mais dont les méthodes de lutte "n'ont rien à voir avec les traditions démocratiques du mouvement ouvrier"(sic). En fait, au nom d'une analyse léniniste de la pratique entendue comme mouvement matériel qui modifie la substance des rapports de force sociaux, on reste prisonnier d'oppositions abstraites et paralysantes du type:"ouvrierE d'usine" contre "ouvrierEs, employéEs des services", "travailleurs/euses avec emploi" et "chômeurs/euses", "prolétaires" et "sous-prolétaires". Ceci est d'autant plus grave qu'une des principales façons pour le capital d'arriver à gérer la crise est de tenter d'élargir le fossé entre travailleurs/euses et sans-emplois.

Mais les événements de San Basilio se rattachent, on l'a vu, à une tradition de lutte aussi profonde que riche du prolétariat romain. Le fil rouge qui parcourt cette tradition fait en même temps toute sa force: la

réunification des différentes couches prolétaires dans un comportement de classe global qui s'exprime de façon violente pour répondre aux attaques portées contre les objectifs ouvriers, par cet appareil "démocratique" qui réprime au nom de la dictature et de la légalité bourgeoise.

La riposte prolétaire de San Basilio, a représenté un réel pas en avant vers une pratique politiquement organisée de l'autonomie ouvrière. Elle a fait en même temps justice, en grande partie, de l'opportunisme des groupes. Mais surtout cette révolte a fait vivre un premier embryon de lutte armée spontanée, ponctuelle, mais voulue et pratiquée par les masses parce que liée à la conquête de l'un de leurs objectifs de lutte. San Basilio représente donc un épisode duquel il serait bon de partir pour engager un débat concret et des actions conséquentes sur la nécessité de construire, aux côtés des luttes ouvrières, ces instruments de pouvoir prolétaire. Bref les armes capables de défendre et de faire avancer l'autonomie tant sur le plan des objectifs plus élevés, que des niveaux d'organisation.

* *Confédération Nationale du Patronat Français, l'ancêtre de l'actuel MEDEF (note du CATS).*

